

Sans votre aide et votre engagement tout cela n'aurait pas été possible ! Un immense merci à vous toutes et tous !

Cher-ère-s ami-e-s, membres et sympathisant-e-s,

Le 18 mai 2014 est devenu synonyme de grande victoire pour le GSsA et ses alliés! Pour la première fois dans l'histoire suisse, le peuple se prononçait contre un achat militaire dispendieux et inutile. 53,4% des électeurs se sont opposés à l'achat du Gripen: l'argent de la Confédération sera bien mieux investi dans des tâches civiles qu'à des fins militaires.

Tout au long de la campagne, que ce soit pendant la récolte de signatures ou lors des mois qui ont précédé la votation, d'innombrables bénévoles se sont relayés pour distribuer près de 2 millions de flyers et des milliers d'affiches. Ces mêmes bénévoles ont participé à des débats, tenu des stands, versé des dons. Sans ce soutien, nous n'aurions pas pu empêcher l'achat de ces nouveaux avions de combat. C'est pourquoi, nous tenons à vous remercier sincèrement!

Pour le Groupe pour une Suisse sans Armée (GSsA), cela montre que les valeurs que nous défendons ainsi que notre engagement de plus de 30 ans en faveur de la paix et contre les politiques de réarmement insensées porte ses fruits. Nous continuerons, à l'avenir, à militer et à nous mobiliser en faveur de ces objectifs !

Pour ce faire, nous avons besoin de votre aide ! La situation financière du GSsA est, à l'heure actuelle, extrêmement précaire. Les deux campagnes auxquelles nous avons pris part lors de cette année écoulée, ont sérieusement entamé nos finances. Les caisses sont vides. C'est pourquoi ce numéro du journal « Une Suisse sans Armée » vous parvient dans une version réduite. Nous nous permettons donc de solliciter une nouvelle fois votre aide. Votre soutien nous est indispensable, afin de continuer à œuvrer dans l'intérêt de la population. Nous espérons pouvoir compter sur votre soutien tout au long de ce chemin. Chaque don compte !

Merci !

Avec nos meilleurs messages pacifistes et antimilitaristes,

Amanda Gavilanes
Secrétaire GSsA

Tobia Schnebli
Membre du comité

Drones

Achat de matériel militaire provenant de pays violant le droit international : le PSS prend fermement position.

Le Non à l'achat des nouveaux avions de combat Gripen, exprimé par 53,4% des votant-e-s lors du référendum du 18 mai constitue une victoire importante pour le mouvement pacifiste et antimilitariste suisse. Même si les motivations qui ont amené à ce résultat ne sont pas uniquement d'ordre pacifiste, le mérite de ce succès revient à la pression exercée depuis plusieurs années par le mouvement pacifiste notamment à travers les instruments de la démocratie semi-directe. Il s'agit, en effet, de la première fois, en Suisse, qu'une dépense militaire était soumise et rejetée en votation populaire.

Cette résolution déposée par le Parti Socialiste Genevois (PSG) avait pour but de renforcer les positions du PSS en matière d'achat et d'exportation d'armes. Dépositaire des Conventions de Genève, la Suisse est un pays promoteur du paix au niveau international. Ce statut implique donc une responsabilité accrue. La politique qu'elle a adoptée ces dernières années, tant au Proche et au Moyen Orient qu'ailleurs à travers le monde, montre clairement que ses efforts diplomatiques portent leurs fruits. La Suisse est reconnue comme une médiatrice fiable. De plus, la présence militaire suisse à l'étranger se fait uniquement dans le cadre d'opération de maintien et de promotion de la paix (SWISSINT). Il est donc primordial de garantir la cohérence et la crédibilité de la politique suisse en la matière : la politique de sécurité ne peut en aucun cas contredire la politique de paix mise en place par le Conseil fédéral. C'est pourquoi, il est indispensable de préserver cette image en ne cautionnant pas les exactions d'Etats moins respectueux du droit international.

Dans le cadre du remplacement de matériel militaire désuet, il est important que le Conseil fédéral, ainsi que l'armée adoptent une réflexion globale sur la provenance du dit matériel. L'achat d'armement ou d'autres artefacts militaires à des pays se trouvant en violation patente du droit international et du droit international humanitaire est en contradiction avec la politique de paix menée par la Suisse.

Le 5 juin 2014, le DDPS a annoncé qu'il allait proposer, probablement dans le cadre du programme d'armement 2015, l'achat de drones fabriqués en Israël par Elbit Systems pour un montant d'environ 250 millions de francs. Ce choix contredit les efforts en matière de politique de paix et de respect du droit international et du droit international

humanitaire que la Suisse mène au Proche Orient. En effet, Elbit Systems ne fabrique pas uniquement des drones mais fournit aussi les équipements de détection et de contrôle électronique pour le Mur de séparation dont le passage à l'intérieur des terres palestiniennes est illégal selon la Cour internationale de justice et l'ONU. C'est justement en raison de l'implication directe d'Elbit Systems dans la construction du Mur et afin de ne pas contribuer à la violation de la 4^{ème} Convention de Genève¹ que le gouvernement norvégien a décidé de retirer les investissements du fonds de pensions de l'Etat de Norvège de cette société². Invoquant des motifs semblables, la même décision a également été prise par l'un des principaux fonds de pensions danois géré par la banque danoise Danske Bank.

En tant que pays dépositaire des conventions de Genève, la Suisse se doit d'avoir une attitude ferme face à tous les pays contrevenant à ces conventions. C'est pourquoi, il est indispensable que la Suisse prenne part à l'effort international initié par la Norvège et le Danemark dans le cas de la société Elbit Systems pour faire respecter le droit international humanitaire et la 4^{ème} convention de Genève.

Sur le site www.bds-info.ch, vous trouvez une pétition qui demande de renoncer à l'achat des drones israéliens.

¹<http://www.icrc.org/dih/INTRO/380>

²<http://www.regjeringen.no/en/archive/Stoltenbergs-2nd-Government/Ministry-of-Finance/Nyheter-og-pressemeddelinger/pressemeddelinger/2009/supplier-of-surveillance-equipment-for-t.html?id=575444>

une Suisse sans armée

Organe d'échanges et de débats du Groupe pour une Suisse sans Armée

n° 101 juillet 2014



GRIPEN-GROUNDING

2013-2014 : une année pleine de rebondissements !

Lorsque l'on m'a demandé de rédiger cet éditorial, j'avoue, j'ai séché. J'ai légèrement paniqué. Qu'allais-je bien pouvoir vous raconter, cher-ère-s lecteur-trice-s ? Faire un énième retour sur la victoire contre les Gripen ? On s'en était déjà brillamment chargé à ma place, alors pourquoi vouloir réitérer l'analyse. Et puis, l'idée a fait son chemin et je me suis rendue compte que j'avais un million de petites anecdotes à partager, à propos de cette année qui vient de s'écouler. La campagne sur l'obligation de servir, la récolte de signatures contre les Gripen et, finalement, notre victoire le 18 mai dernier ont été des sources de petits bonheurs quotidiens, d'expériences et de victoires politiques. Il y avait bien matière à écrire un éditorial ! Je me suis donc assise à mon bureau, j'ai pris une grande inspiration et je me suis lancée.

Juin 2013. A l'époque, je viens d'arriver au secrétariat du GSsA. Je me retrouve directement confrontée à la réalité d'une campagne difficile. Visiblement, l'armée est aux Suisses ce que le Routard est aux touristes : une bonne façon de connaître les habitudes culturelles de ses congénères, sans pour autant risquer de s'y perdre ! Je vais de débats en débats, de stands en stands. Je sillonne la Suisse romande en long et en large. Au gré de mes pérégrinations, je fais des rencontres fantastiques. C'est pourquoi, malgré des opposants hargneux, des médias pas faciles à convaincre, je conserve la certitude que nous oeuvrons pour une cause juste et nécessaire. Certes, nous avons perdu le 22 septembre 2013. Mais le débat que nous avons lancé sur la nécessité de réformer le mode de recrutement militaire, lui, perdure.

Octobre 2013. Le parlement vient d'entériner la loi sur le fond spécial d'acquisition des Gripen. Dans la foulée, les socialistes, les verts et le GSsA décident de former une coalition pour lancer un référendum. Nous sommes bientôt rejoints par un comité bourgeois qui lui aussi s'oppose à cet achat inutile. La récolte de signatures se fait donc d'octobre à début décembre. Dans la rue, les gens viennent spontanément signer. Pas besoin d'aller leur expliquer. Tout le monde semble d'accord. Quel succès ! A Genève et un peu partout en Suisse romande, les militants du GSsA sont félicités par les badauds pour leur engagement et leur courage.

Mai 2014. Après une campagne pleines de rebondissements, le peuple tranche : c'est non aux Gripen à 53,4% ! Quelle journée historique ! Quel sentiment d'euphorie ! Ce jour-là, j'en ai eu les larmes aux yeux. Ce jour-là, je me suis dit que toutes les insultes et les menaces que mes camarades et moi-même avions pu essuyer ces derniers mois en valaient la peine. Ce jour-là, j'ai pris conscience de l'importance du rôle du GSsA dans le changement historique qui venait de se produire : la Grande muette n'avait pas eu le dernier mot. La démocratie directe avait parlé ! Un grand sentiment de gratitude et de fierté vis-à-vis de tous mes camarades m'a envahie. Jeunes et moins jeunes militant-e-s et activistes du GSsA, tous et toutes uni-e-s pour faire échouer ce projet absurde ! Quelle équipe fantastique ! Croyez-moi, il n'y a pas que l'armée qui permette de tisser des liens entre les différentes régions linguistiques. Au GSsA/GSoA pas de Röstigraben. Uniquement une même volonté de voir la Suisse devenir, un jour, un pays démilitarisé.

Aujourd'hui, après une année de secrétariat, je profite donc de ces quelques lignes pour remercier toutes celles et tous ceux qui ont pris part aux diverses campagnes de ces derniers mois. Sans votre travail, rien n'aurait été possible ! J'adresse également un remerciement tout particulier à Tobia, Seraina, Stefan, Nik, Daniela, Adi, Andi, Nora, Beni, Nik et Jeni, les fantastiques secrétaires du GSsA/GSoA, ainsi qu'à tou-te-s les autres pour leur engagement de tous les instants.

Un grand bravo à vous tous et toutes à bientôt, pour de nouvelles campagnes !

Amanda Gavilanes
Secrétaire GSsA

Un crash mémorable !

Le Non à l'achat des nouveaux avions de combat Gripen, exprimé par 53,4% des votant-e-s lors du référendum du 18 mai constitue une victoire importante pour le mouvement pacifiste et antimilitariste suisse. Même si les motivations qui ont amené à ce résultat ne sont pas uniquement d'ordre pacifiste, le mérite de ce succès revient à la pression exercée depuis plusieurs années par le mouvement pacifiste notamment à travers les instruments de la démocratie semi-directe. Il s'agit, en effet, de la première fois, en Suisse, qu'une dépense militaire était soumise et rejetée en votation populaire.

Normalement les achats d'armements font partie du budget que le parlement vote chaque année et qui n'est pas soumis au référendum. Pour essayer d'empêcher l'achat des F/A-18 en 1992, il avait fallu lancer une initiative populaire demandant d'inscrire dans la constitution un moratoire sur l'achat de nouveaux avions de combat. Par contre en 2013, on a pu lancer un référendum contre les Gripen avec des chances de succès bien meilleures qu'avec une initiative populaire. Il est beaucoup plus facile de cumuler les Non aux motivations les plus diverses : Non parce qu'on est contre toutes les armées, mais aussi Non parce que l'État dépense trop, ou parce qu'un autre avion aurait été meilleur, ou pour jeter une peau de banane sous les pieds d'Ueli Maurer et de l'UDC. Il est plus facile de gagner un référendum aussi parce on ne doit pas obtenir la double majorité du peuple et des cantons : le 18 mai le Non l'a emporté avec près de 200 000 voix d'écart. Si on avait voté une initiative, elle n'aurait pas passé parce que douze cantons et demi-cantons avaient quand-même approuvé l'achat contre seulement onze qui l'avaient refusé.

Pour mieux comprendre comment on a pu gagner ce référendum il est utile de rappeler brièvement les principales étapes qui ont amené à la votation du 18 mai.

- En décembre 2007, le parlement vote un crédit de 8 millions de francs pour démarrer le projet d'étude en vue de l'achat de nouveaux avions de combat. Le Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA) annonce la mise à disposition d'un crédit de 88,80 francs de ses fonds propres pour démarrer un projet d'initiative populaire contre cet achat.
- Le 10 juin 2008, le GSsA lance une initiative populaire «Contre l'achat de nouveaux avions de combat» demandant de suspendre tout achat d'avions de combat jusqu'au 31.12.2019. Les plus de 100 000 signatures sont récoltées, validées et déposées en moins d'une année, le 8 juin 2009.

- En 2010, après avoir pris position contre l'initiative, le Conseil fédéral (CF) annonce le renvoi de l'achat des nouveaux avions à une date non précisée «pas avant 2015». Dans son rapport sur l'armée du 1er octobre 2010, le CF affirme que pour l'heure la flotte des F/A-18 suffit pour les tâches de police aérienne. Il propose aussi de réduire les effectifs de l'armée à 80 000 militaires et de plafonner les dépenses pour l'armée à moins de 4,7 milliards de francs par année.
- Le 13 nov. 2010, l'assemblée générale du GSsA décide de retirer l'initiative mais s'engage formellement à relancer une nouvelle initiative ou un référendum si l'achat des nouveaux avions devait revenir concrètement sur la table.
- Mars 2011: une motion parlementaire demande de ne pas réduire les effectifs de l'armée en dessous de 100 000 soldats, d'augmenter le plafond des dépenses à plus de 5 milliards et de procéder sans délai à l'achat des nouveaux avions de combat. La motion est acceptée par les deux chambres du parlement entre juin et septembre 2011, à quelques semaines des élections fédérales grâce aux voix des députés PDC et PLR qui voulaient démontrer d'être tout autant attachés à l'armée que la droite nationaliste de l'UDC.
- Le 24 avril 2012, le CF propose l'achat des nouveaux avions de combat avec la création d'un fonds spécial pour leur financement. Comme on peut le lire dans l'une des lettres de l'ambassadeur suédois en Suisse publiées par la radio suédoise, parmi les raisons qui ont poussé le CF à choisir une procédure permettant le référendum, il y avait l'assurance que l'achat aurait été contesté de toute manière par les opposants avec une initiative ou un référendum et qu'une nouvelle initiative aurait considérablement allongé les délais pour l'achat.
- Le 27 septembre 2013, après un cheminement tourmentée, la majorité de centre-droite du parlement accepte la «loi sur le fonds Gripen», soumise au référendum facultatif. Pour plusieurs députés de droite le prix politique d'une décision qui aurait soustrait le dernier mot au peuple aurait été trop élevé.

Ensuite, la récolte des signatures et la campagne référendaire ont été relativement faciles. Les slogans «La Crimée est partout! Oui à la sécurité, Oui à l'armée, Oui au Gripen!» n'ont pas suffi à inverser la majorité d'opposants annoncée par les sondages. Tout en assurant un travail concret pour la diffusion des arguments dans la campagne, le GSsA est resté en retrait sur la scène médiatique. Les gaffes machistes et le châlet au toit démontable d'Ueli Maurer ainsi que l'appel du chef de l'armée Blattmann à reconstituer les réserves alimentaires dans les domiciles en vue de la guerre imminente en Europe ont rendu encore plus évident le décalage entre la politique de sécurité militarisée et les préoccupations réelles de la population.

Il est probable qu'après la défaite sur les Gripen, le militarisme suisse se soumette à un renouveau en profondeur. Le «Développement de l'armée» pour faire face aux «nouvelles menaces» pointe déjà son nez, avec une militarisation de la sécurité intérieure et des nouveaux drones de fabrication israélienne à la clé. On essaiera de relever ces nouveaux défis.

En attendant, avec 22 nouveaux avions de combat en moins, la Suisse est déjà un peu différente.

Tobia Schnebli

